

LE DEMENAGEMENT SUR SACLAY EST-IL INELUCTABLE ?

10 questions - 10 réponses : tout ce que les personnels des centres INRA et AgroParisTech de la Région Parisienne ont toujours brûlé de savoir sur l'opération Saclay

IDEX = Initiative d'Excellence - **LABEX** = Laboratoire d'Excellence - **UPSA** = Université Paris-Saclay - **FCS** = Fondation de Coopération Scientifique - **EPST** = Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique

1 - Avec la mise en place de l'IDEX Paris-Saclay, le gouvernement va investir beaucoup d'argent pour le développement de la recherche sur Saclay. Pourquoi refuser l'IDEX?

La dotation financière de chaque IDEX est une **dotation en capital, gérée par l'ANR dont seuls les intérêts seront - progressivement - mis à la disposition du projet**. Lorsqu'on ramène la réalité du montant de ces intérêts au budget annuel consolidé, qui inclut les salaires, de chacun des sites, la hausse budgétaire n'est en fait que de quelques pourcents. Par ailleurs **l'INRA va devoir avancer des fonds** pour la construction du bâtiment commun avec Agroparistech à Saclay **et va malgré tout devoir ensuite payer un loyer annuel de 2,5 millions pendant 30 années !**

Rappelons aussi que les dotations en capital de chaque IDEX proviennent des 35 milliards empruntés par l'Etat aux marchés financiers et que le coût de cet emprunt (l'Etat verse des intérêts aux prêteurs) est assumé par les annulations de crédits supportées par tous, alors que l'emprunt lui-même ne profite qu'à quelques grands sites universitaires, et encore de manière très inégalitaire sur ces sites puisque seules les quelques équipes appartenant à des LABEX en bénéficieront.

Soyez-en persuadés : il ne s'agit en aucune manière d'une manne inespérée mais bel et bien d'un appât destiné à faire accepter de profondes modifications de gouvernance aux sites universitaires et organismes candidats. Pour qu'une dotation soit actée, les établissements doivent **signer une convention extrêmement contraignante** : une trentaine d'indicateurs permettront de suivre l'évolution du projet, notamment en termes d'organisation et de gouvernance. Si la réalisation de ces indicateurs n'a pas lieu, **l'établissement pourra être tenu de restituer les sommes reçues !**

2 - Le passage de tous les organismes, écoles et universités, sous la tutelle unique d'une nouvelle université, l'Université Paris- Saclay, n'est-il pas un passage obligé pour rendre la structure gouvernable ?

La réponse se trouve dans les objectifs affichés et ceux non avoués d'un tel projet : l'IDEX doit déboucher sur la création d'une Université Paris-Saclay (UPSA) parmi les 20 meilleures universités au niveau mondial avec une interpénétration étroite entre la formation, la recherche et l'entreprise identifiée comme « **hub d'intelligence et d'innovation** ». A ce titre les propos du directeur de la FCS sont transparents lorsqu'il justifie cette réorganisation qui devrait offrir « des identités aisément identifiables par nos « **clients** » potentiels **de toutes origines** : étudiants, chercheurs et enseignants-chercheurs, industriels, Français et étrangers ».

L'UPSA a ainsi pour ambition d'intégrer, au nom de « l'excellence scientifique », 2 universités, 10 grandes écoles, 7 organismes de recherche, et 1 pôle de compétitivité dans le cadre d'une gouvernance « claire et forte », ayant pour objectif de gommer les particularités et les spécificités des organismes visés. L'UPSA serait structurée en 6 ensembles d'un type nouveau, les 'Schools' of Business, of Engineering, of Economics,... les EPST dont l'INRA devant mettre des moyens humains et financiers à leur disposition.

Les recommandations du jury de l'IDEX sont encore plus claires : « **Les EPST doivent prendre un engagement formel d'embaucher prioritairement à l'intérieur de l'IDEX** ». Ce serait la

transformation de l'INRA, du CNRS, ... en agences de moyens au service de l'UPSA.

Cette opération de vaste restructuration (« un des projets les plus enthousiasmants du quinquennat Sarkozy » dicit F.Fillon le 12/02/2012) a été largement préparée par les orientations politiques en matière de gestion de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Tous les nouveaux outils de gouvernance de la recherche mis en place ces dernières années par le gouvernement tels qu'ANR, pôles de compétitivité, Alliances, RTRA, instituts Carnot, PRES, etc. visent à **accroître le pilotage par projets** et à contraindre la recherche publique à des objectifs de rentabilité immédiate. Pour qu'il n'y ait plus d'autre choix que d'en passer par les partenariats, répondre aux appels d'offre, monter des projets, et exacerber une compétition contre-productive.

En plus, et nous venons de le voir : l'objectif de nos bailleurs de fonds est de contrôler et sanctionner, pour tout rendre irréversible ! Passer par-dessus les partenaires reviendra à **verrouiller toute la politique d'Enseignement Supérieur et de Recherche**, il ne s'agit pas de facilité de gestion mais de pilotage : pilotage de la formation, de la recherche mais aussi des moyens et surtout, pilotage des personnels. Alors, avant de leur chercher des excuses (des prétextes ?), demandons-nous d'abord : avons-nous demandé cette structure de plus ? Non.

3 - N'est-ce pas un atout pour la qualité de la recherche de regrouper sur un même site un grand nombre d'instituts de recherche et d'universités, et notamment l'INRA et AgroParisTech ?

Depuis 2005, ce qui est clairement recherché ce sont des **financements de la recherche sur projets ciblés**. Et le risque est grand d'un asservissement de la connaissance et de la recherche publique aux stratégies financières des entreprises.

« *Accélérer le passage de la recherche à l'innovation industrielle* », voilà un argument bien souvent mis en avant par nos directions pour motiver, justifier l'opération. De nombreux programmes et thématiques risquent rapidement de se retrouver hors jeu : non voués à la valorisation, les financements sur projets ne leur seront pas destinés alors que le soutien de base est progressivement réduit à la portion congrue avec l'objectif de le voir disparaître.

Les « Alliances » constituées de partenaires public et privé n'ont pas pour but l'optimisation de la recherche mais de **mettre les uns et les autres (public et privé confondu) au service étroit et immédiat de quelques grands groupes influents, aux actionnariats puissants**. Comme Danone par exemple déjà installé sur le plateau de Saclay !

La collaboration entre acteurs de la recherche : qui n'y serait pas favorable ? Mais, les équipes ne sont-elles pas les seules qui soient en mesure de prendre en compte les besoins et les opportunités de synergies interdisciplinaires et de les coordonner ? La réussite de ces synergies tient moins au regroupement de ces acteurs sur un seul site qu'à l'appui que les directions des organismes devraient donner aux équipes.

4 - Cela peut être un problème pour les activités de recherche et les chercheurs et enseignants-chercheurs, mais comme Ingénieur, Technicien ou Administratif titulaire ou non-titulaire, que dois-je craindre ?

Ce ne sont pas seulement des thèmes de recherche, des disciplines entières, des diplômes nationaux qui sont directement menacés de disparition. Avec les mutualisations prévisibles des services généraux, les déménagements forcés, les partenariats public-privé, les regroupements forcés sur des plates-formes techniques, les privatisations... **les statuts et les conditions de travail sont menacés pour tous** : les personnels techniques, administratifs et de service autant que les chercheurs et enseignants-chercheurs.

A court terme, le recrutement sur statut de fonctionnaire ne devrait plus être la norme au bénéfice du recrutement sur projet. **Loin de fournir des emplois stables aux non-titulaires actuels**, cela ne peut qu'augmenter la proportion de non-titulaires finalement « jetables » en bout de projet.

5 - Les conditions de travail pour tous les personnels ne seraient-elles pas largement meilleures à Saclay que dans nos unités actuelles ?

Il semble bien que non car **900 mètres carré de bâtiments manquent à l'appel** à l'issue de la

phase de pré programmation du projet immobilier. Comme le budget de construction n'est pas extensible, le nouveau bâtiment sera plus exigü que les laboratoires existants sur Grignon ! Par ailleurs **les terrains d'expérimentations** n'ont pas été trouvés à proximité du bâtiment, et la "solution" proposée consiste à récupérer le site de La Minière (ancien site du Geves) ce qui signifie mettre les terrains expérimentaux à 45 minutes de voiture du nouveau bâtiment, si une route à 4 voies ne vient pas, d'ici là, couper ce domaine en deux et le rendre inutilisable. Pourquoi quitter Grignon pour Saclay si c'est pour se retrouver avec un moins bon outil de travail !

D'autre part, rien n'est encore sur pieds pour loger les collègues qui seront amenés à déménager pour se rapprocher du plateau : **absence de logements sociaux** dans un secteur où les loyers sont largement prohibitifs pour une majorité des collègues (idem pour l'achat : comptez 5000 euros le m² !). **Absence également de moyens de transports adéquats** pour le site. Ce déménagement correspond donc pour les personnels résidant actuellement autour de Grignon, mais aussi de Versailles ou Paris, à une **dégradation de leurs conditions de vie**, pour qui a *minima* les temps de transport seront augmentés.

6 - Je ne travaille pas dans une unité prévue pour déménager. Qu'aurais-je à craindre de cette opération ?

Le projet Saclay est l'occasion de justifier la **vente du patrimoine de l'INRA**. La vente des locaux parisiens de la rue Jean Nicot permettra le démarrage d'un **jeu de chaises musicales** : vente puis départ des personnels (et/ou activités) sur Ivry, Versailles ou Jouy.

Quelles seront les conditions de travail pour les personnels qui resteront sur place ? Quelles seront leurs activités ? Leur progression de carrière ? Quelles conditions de mobilité, de transports, quelles conditions de travail encore pour ceux que l'on finira par bouger par souci d'optimiser la **RGPP** (Révision générale des politiques publiques) ?

Le changement prévu de dénomination du centre actuel de « Versailles-Grignon » en « Versailles-Saclay » pourrait aussi être lourd de conséquences pour d'autres transferts forcés dans le futur parmi ceux « qui ne sont pas censés être concernés ». Regardons la fusion des SDAR Versailles-Lille qui aurait pu sembler totalement incongrue il y a quelques années ! Sans oublier que **10% des postes libérés dans les organismes doivent revenir à l'UPSA**. Cela impactera directement les possibilités d'avancements qui sont déjà très restreintes.

7 - Si cela ne sert pas le développement de la recherche, alors pourquoi le gouvernement le fait-il ?

Le gouvernement a une vision à courte vue plus occupé à répondre aux exigences européennes en matière de réduction du nombre de fonctionnaires et à soutenir les grands trusts qu'à soutenir une recherche de qualité indépendante des lobbies industriels et au service de tous.

Ce projet apparaît justement comme un bon moyen pour **réorganiser, à l'intérieur du nouvel établissement, la recherche et les personnels** dont la gouvernance est devenue, au goût de nos dirigeants, trop « paritaire » dans nos structures actuelles.

Le nouvel établissement pourrait même opter pour une gestion plus « flexible » des personnels avec moins de fonctionnaires et plus de contractuels : que ne ferait-on pas pour obtenir les subventions promises ou même pour la simple promesse de subventions ?

8 - Mais les autres (universités, CNRS, EDF,...) y vont, comment justifier que nous - INRA et AgroParisTech – nous refusions d'y aller ?

Il ne faut pas croire que les « autres » y vont de bonne grâce : les prises de positions des personnels qui vont à l'encontre de cela sont nombreuses (Facs Orsay, EDF, MinesParisTech, Chatenay-Malabry...).

Ainsi, 71% des personnels consultés d'EDF Recherche et Développement de Chatou se sont prononcés contre le déménagement.

Autre exemple à l'Université Paris-Sud :

« Les syndicats de l'université Paris-Sud prennent position pour une Université de service public, démocratique, collégiale, et au service de tous.

SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNESUP-FSU, SNTRS-CGT, SES-CGT, SLR, Sud Educ', Sud Recherche, CNT, SNPRES-FO.

NOUS DEFENDONS :

- la sortie de l'Université de la FCS et la dissolution de celle-ci.
- l'abandon du projet IDEX Paris-Saclay, comme de tous les projets IDEX, qui déstructure en profondeur le tissu universitaire et de recherche francilien, en démantelant notamment l'université Paris-Sud.
- l'arrêt en urgence de toutes les suppressions budgétaires et l'affectation des moyens financiers nécessaires aux unités de recherche et aux universités. Cela passe par un reversement massif des crédits ANR aux organismes EPST et aux laboratoires publics.

- un plan de titularisation des précaires et un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires à la hauteur des besoins (enseignant-chercheurs, chercheurs, BIATSS, IT), et l'arrêt des opérations de la RGPP.

- l'abandon des méthodes de management basées sur l'individualisation des primes et des charges d'enseignement. Nous exigeons que les collaborations entre établissements se fassent dans le cadre d'instances démocratiques, majoritairement élues. »

Et pour mémoire, à l'INRA :

Motion du Comité Technique adoptée à l'unanimité le 20.03.2012 :
« Informé des derniers développements et notamment de la présentation orale devant le jury d'attribution de l'IdEx Paris-Saclay et des engagements pris à ce moment, le Comité Technique de l'INRA s'exprime contre ce projet qui placerait de fait les organismes et les universités existantes sous la tutelle de la nouvelle université Paris-Saclay. Dans ce cadre, il réitère son opposition au déménagement sur Saclay et à la création de la société de réalisation. Il demande au Conseil d'Administration de l'INRA de s'opposer à son tour à cette création. »

9 - N'est-ce pas inéluctable maintenant que les conseils d'administration de l'INRA et d'AgroParisTech se sont prononcés favorablement ?

Certes, les Directions de l'INRA et AgroParisTech ont pu imposer certains votes, oui, mais dans quel climat ? 400 signatures parisiennes récoltées à la pétition des 4 syndicats de l'INRA, comité technique de l'Inra unanimement contre, montée en puissance, partout en France, d'un rejet des IDEX.

Par ailleurs, ce projet est celui du président actuel, et il est loin d'être écrit qu'il obtiendra un nouveau mandat en 2012. Son projet Saclay est de surcroît porté par une direction de l'INRA en passe d'être renouvelée (le mandat de notre présidente arrive à échéance cet été !). Cela fait **beaucoup d'éléments d'incertitudes sur le devenir du projet** (sans compter l'aspect financier non garanti).

Si la majorité des 500 agents prévus pour le déménagement, mais aussi ceux qui, au-delà, seront impactés par ricochets se prononcent contre, cela peut largement peser. **La mobilisation paye !** Pour l'instant seules des études ont été entreprises, les dépenses restent modérées. **Arrêter le projet à ce stade ne représentera pas une grande perte, par rapport à celle qui se prépare sur Grignon et Claude Bernard.**

10 - D'accord, c'est un grand gâchis, mais y a-t-il une autre solution ?

15 millions d'euros ont été investis sur Grignon dans des bâtiments de recherche depuis le début des années 2000 (Eger et Bioger). Peut-on laisser à l'abandon cet investissement déjà réalisé sur les deniers publics ? **Pourquoi ne pas demeurer sur place et développer là où l'investissement a démarré ?**

D'autre part nous avons tout intérêt (visibilité, accessibilité) à ce que les services centraux de notre organisme national de recherche soient maintenus à Paris-centre et non perdus au milieu d'un campus universitaire.

Continuez à vous prononcer contre le projet d'UPSA (Université Paris-Saclay) et contre tout déménagement imposé par cette UPSA qu'il s'agisse des personnels ou des activités de l'INRA ou d'AgroParisTech !



Signez, faites signer la [pétition intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-SUD INRA contre le déménagement à Saclay](#)

Signez, faites signer la [pétition intersyndicale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche contre les IDEX.](#)